

Mercredi 15 mai 2013

L'INSEE a dévoilé ce matin les comptes de la Nation pour l'année 2012. Dans un contexte de stagnation du PIB, la plupart des indicateurs économiques ont connu l'an dernier une évolution historiquement défavorable. Dans le même temps, l'INSEE estime que la croissance au premier trimestre 2013 a été négative, officialisant l'entrée en récession de la France. Le présent flash résume ces nouvelles informations.

1. Une demande intérieure historiquement faible...

Après deux années de croissance positive (+ 2,0 % en 2011 et + 1,7 % en 2010), l'économie française a stagné en 2012. En résumé, cette évolution s'explique par une contribution positive du commerce extérieur (+ 1,0 point) annulée par un net phénomène de déstockage des entreprises (- 0,9 point), alors que la demande intérieure hors stocks a légèrement reculé (- 0,1 %). **La consommation des ménages s'est repliée de 0,4 % pour la première fois depuis 1993**, alors que les dépenses de consommation des administrations ont progressé (+ 1,4 %). S'agissant du commerce extérieur, la contribution positive résulte avant tout d'un repli des importations (- 1,1 %), conséquence de l'atonie de la demande intérieure, alors que le rythme de progression des exportations a été divisé par plus de deux (+ 2,4 % contre + 5,4 % en 2011).

Pour la première fois depuis 1984, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par unité de consommation a reculé en 2012 : - 1,5 %. Ce recul s'explique à la fois par un ralentissement du rythme de progression du revenu des ménages (activité, patrimoine), malgré la contribution toujours positive des prestations sociales, mais également par la hausse des prélèvements obligatoires à leur charge (impôt sur le revenu, taxation des plus-values immobilières, fin des exonérations sur les heures supplémentaires, hausse du taux de cotisation vieillesse...).

Par ailleurs, l'INSEE confirme un **déficit public de 4,8 % du PIB en 2012**, soit un redressement d'un demi-point de PIB par rapport à 2011 (et 0,3 point au-dessus du solde voté lors des lois financières pour 2012), **la dette s'établissant à 90,2 %** de la richesse nationale. Enfin, la Nation¹ a affiché en 2012 un besoin de financement de 44,5Md€.

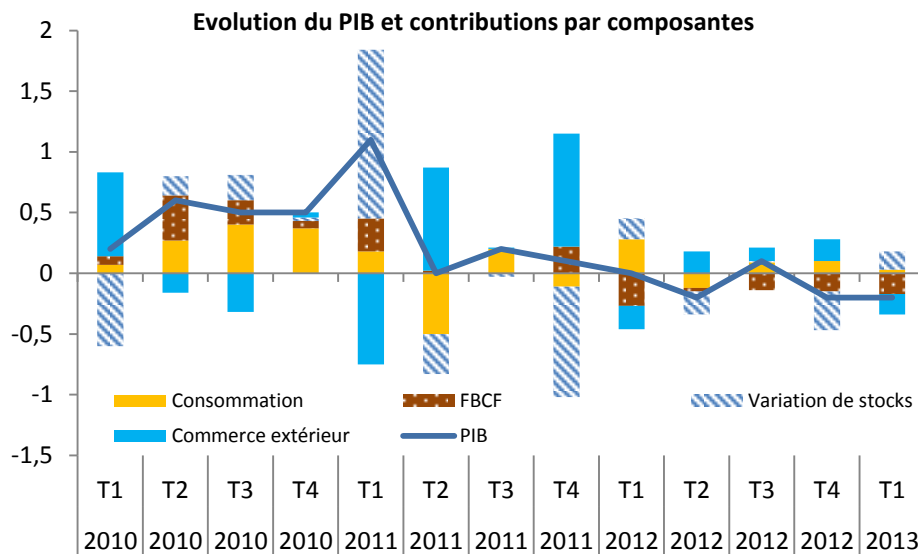
2. ... des entreprises en grande difficulté

Parmi les facteurs expliquant la stagnation de l'économie française l'an dernier, **les mauvais résultats des entreprises** jouent un rôle important : en effet, l'ensemble des indicateurs disponibles font apparaître une situation dégradée. A 28,4 % (soit - 0,8 point par rapport à 2011), **le taux de marge des sociétés non financières est à son plus bas niveau depuis 1985**. La baisse du ratio tient au repli de l'excédent brut d'exploitation (- 1,5 %) alors que la valeur ajoutée (+ 1,2 %) a progressé moins rapidement que la rémunération des salariés des SNF (+ 2,0 %). Le taux d'autofinancement (soit l'épargne rapportée à la formation brute de capital fixe) est également en repli à 66,0 % avec, d'une part, un repli de l'épargne (- 9,7 %) et, d'autre part, un investissement en recul (- 0,8 %). S'agissant des **prélèvements obligatoires**, l'INSEE note le dynamisme des impôts sur la production, citant la hausse du forfait social (de 6 % à 8 % puis à 20 %), et constate une **forte décélération de l'impôt sur les sociétés** : « le ralentissement de l'assiette sur laquelle il repose l'emporte sur l'impact des mesures nouvelles, notamment l'instauration d'une contribution exceptionnelle pour les grandes entreprises ».

¹ Au sens de la comptabilité nationale, cinq grands secteurs institutionnels composent l'économie nationale : les sociétés non financières (SNF), les sociétés financières (SF), les administrations publiques (APU), les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

3. Les premiers résultats pour 2013 : la France en récession

Selon l'INSEE, le produit intérieur brut de la France aurait reculé (- 0,2 %) au premier trimestre (T1) par rapport au trimestre précédent², après - 0,2 % au dernier trimestre de 2012. Ce résultat s'expliquerait par des contributions négatives de la demande intérieure hors stocks (- 0,1 %) et du commerce extérieur (- 0,2 %), alors que la variation des stocks serait légèrement positive (+ 0,1 %). L'atonie de la consommation des ménages se confirmerait, du fait de replis sur les produits manufacturés (- 0,9 %) particulièrement visibles dans l'automobile (- 5,8 %). Pour le cinquième trimestre consécutif, l'investissement se contracterait (- 0,9 %). S'agissant du commerce extérieur, les importations stagneraient (+ 0,1 %) alors que les exportations reculeraient pour le second trimestre consécutif (- 0,5 %). Au total, l'acquis de croissance pour l'année 2013 est de - 0,3 %. Pour mémoire, le Gouvernement prévoit lui une progression limitée du PIB de + 0,1 %.



Source : AFEP à partir de données INSEE. FBCF : Formation brute de capital fixe.

Les premiers résultats détaillés pour l'année 2012 confirment que l'économie française est à l'arrêt. Sans en exagérer leur portée, les « records » négatifs observés sur les ménages (pouvoir d'achat, consommation), les entreprises (marges) et les administrations publiques (dette publique) résument bien cette situation, caractérisée par l'absence de relais de croissance internes dans un contexte européen lui-même dégradé. Avec deux trimestres consécutifs de recul de l'activité, l'économie française entre officiellement en récession sans que cela ne change fondamentalement l'analyse de la situation. A cet égard, deux décisions importantes ont eu lieu récemment : d'une part, l'abaissement par la Banque centrale européenne de son taux directeur d'un quart de point (à 0,5 %) soit, là encore, un plancher historique et, d'autre part, l'initiative de la Commission européenne visant à assouplir le calendrier de redressement budgétaire (délai supplémentaire de deux ans, soit un report de la cible des 3 % de 2013 à 2015). Dans les deux cas, il s'agit d'opportunités qui peuvent se révéler favorables à condition d'en faire bon usage. S'agissant du second point, le risque majeur serait celui de l'inertie, qui ne ferait que repousser les ajustements nécessaires, en faisant le pari des stabilisateurs automatiques (via notamment la hausse des dépenses publiques). Or cette stratégie ne suffira certainement pas à relancer l'activité.

² Attention, il s'agit là de premiers résultats susceptibles d'être révisés par la suite en raison d'opérations de calage entre les comptes trimestriels et les comptes annuels. Celles-ci peuvent avoir pour conséquence de réviser les chiffres présentés de quelques dixièmes. Ainsi, l'INSEE a révisé à la hausse son estimation du quatrième trimestre 2012 (de - 0,3 % à - 0,2 %).